

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OLATEIN

Quai des Indes
76200 Dieppe

Références : UDRD-2025-10-R-30
Code AIOT : 0005800404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement OLATEIN implanté Quai des Indes 76200 Dieppe. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'un exercice POI organisé par l'exploitant.
Le scénario n'était pas connu du personnel participant en amont de l'exercice.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OLATEIN
- Quai des Indes 76200 Dieppe
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines. L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/07/2020, article 8.6.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI organisé à l'initiative de l'exploitant avait pour objectif de tester les procédures et l'organisation interne suite à la restructuration sous la seule entité Olatein et aux différentes formations relatives à la sécurité des installations engagées en 2025.

L'inspection, en observateur, souligne l'engagement de l'exploitant pour la montée en compétence de ses équipes et l'encouragement à prendre en compte le retour d'expérience de cet exercice pour la mise à jour de son POI et des fiches réflexes associées (travail actuellement en cours dans le cadre de la refonte de l'étude de dangers). Le REX à chaud réalisé suite à l'exercice montre l'investissement du personnel et sa volonté de contribuer à l'amélioration des procédures et pratiques relatives à la gestion de crise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2020, article 8.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. Article 8.6.7.1. Système d'alerte interne Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte. Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres. Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte. Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement. Article 8.6.7.2. Plan d'opération interne

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans les études des dangers.

[...]

Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie

en place sur le site. Au moins un exercice est programmé chaque année. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

[...]

Constats :

L'exercice POI, organisé à l'initiative de l'exploitant, a été réalisé pendant les œuvres ouvrees, en période d'absence de production sur l'installation.

Cet exercice a été réalisé dans le cadre de la montée en compétence du personnel, en complément des formations théoriques dispensées en 2025. L'exercice avait notamment pour objectif de tester la nouvelle organisation sous la seule entité Olatein. Cet exercice visait en particulier les chefs d'équipe et les membres du Codir. L'exploitant a d'ores et déjà indiqué prévoir la réalisation d'exercices réguliers (1 fois par trimestre) et d'y intégrer l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Le scénario considéré était un mélange incompatible dans le magasin 2 suite à la chute d'un IBC lors d'une opération de manutention, scenarii qui n'était pas connu préalablement des intervenants.

L'inspection a noté les points forts suivants :

- bonne préparation de l'exercice (notamment utilisation du fumigène pour simuler, montée en puissance du scenario, rôles des intervenants externes simulés),
- investissement des intervenants lors de l'exercice,
- maîtrise des rôles au sein du PCEx (DOI, coordination, secrétaire, sûreté, utilités),
- communication au sein du PCEx,
- maîtrise des risques des installations et des utilités,

- réflexes et choix tactiques globalement pertinents,
- points de situation réguliers réalisés au sein du PCEx,
- présence d'un kit papier POI avec la documentation relative à la sécurité,
- communication aux interlocuteurs externes (DREAL, mairie, SDIS),
- comptage du personnel au point de rassemblement,
- confinement des eaux d'extinction avant rejet en Step,
- REX interne à chaud.

Certains axes d'amélioration que l'exploitant pourra étudier ont été relevés par l'inspection :

- mettre des EPI à disposition du personnel en particulier pour la réalisation de la levée de doute,
 - faire travailler les équipes d'intervention en binôme,
 - choisir la salle PCEx et le point de rassemblement en considérant en particulier les conditions météorologiques ;
 - déterminer une zone d'exclusion pour chaque scénario,
 - améliorer la communication entre la salle PCEx et les équipes d'intervention, informer régulièrement le chef d'intervention sur le terrain ,
 - revoir l'équipement de la salle PCEx (utilisée pour cet exercice) : ordinateur pour un meilleur accès à la documentation (notamment état des stocks), ligne téléphonique pour une meilleure communication vers l'extérieur, talkies-walkies pour une communication intra-site, plan du site grand format, tableau grand format pour la main-courante,
 - étudier quels moyens d'extinction sont adaptés en fonction des produits stockés,
- revoir la répartition des fonctions, notamment DOI qui est aussi chargé de communication.

Il est à noter que l'exploitant a confirmé que l'étude de dangers du site est en cours de refonte et que le POI sera également mis à jour d'ici la fin d'année en considérant les scénarii identifiés dans cette dernière.

L'inspection souligne l'engagement de l'exploitant sur la montée en compétence de ses équipes et encourage l'exploitant à poursuivre ces actions de formation pratique, d'autant plus que le REX à chaud réalisé suite à l'exercice montre l'intérêt du personnel et sa volonté de contribuer à l'amélioration des procédures et pratiques relatives à la gestion de crise.

Type de suites proposées : Sans suite